



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES SYLVICOLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE n° 2024-8535-10

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de services sylvicoles et plus particulièrement la mise en place des plants et la pose de protections individuelles dans les forêts gérées par l'agence territoriale de Rouen.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction territoriale SEINE-NORD
Agence territoriale de Rouen
53bis rue Maladrerie
76000 ROUEN

Personne signataire du marché

La personne signataire du marché est Madame Virginie VEAU, Directrice Territoriale adjointe, de l'Office National des Forêts.

SOMMAIRE

1	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
1.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
1.2.	PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU MARCHE	3
1.3.	SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ETRE OBTENUS.....	3
1.4.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	3
2	OBJET – DISPOSITIONS GENERALES.....	3
2.1.	OBJET DU MARCHE	3
2.2.	PROCEDURE	3
3	CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE.....	4
3.1.	FORME DE L'ACCORD-CADRE	4
3.2.	DECOMPOSITION EN LOTS.....	4
3.3.	SOUS-TRAITANCE	5
3.4.	PRESTATIONS SIMILAIRES.....	5
4	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE	5
5	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE	6
5.1.	PASSATION DES COMMANDES	6
5.1.1.	<i>Modification d'un bon de commande</i>	<i>6</i>
5.1.2.	<i>Suspension d'un bon de commande</i>	<i>6</i>
5.1.3.	<i>Résiliation d'un bon de commande</i>	<i>7</i>
5.2.	MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS	7
6	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT.....	7
6.1.	UNITE MONETAIRE	7
6.2.	FORME ET CONTENU DES PRIX	7
6.2.1.	<i>Nature des prix.....</i>	<i>7</i>
6.2.2.	<i>Contenu des prix.....</i>	<i>7</i>
6.3.	VARIATION DANS LES PRIX.....	7
6.4.	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	7
6.4.1.	<i>Avance.....</i>	<i>7</i>
6.4.2.	<i>Acomptes.....</i>	<i>7</i>
6.4.3.	<i>Facturation</i>	<i>8</i>
6.4.4.	<i>Transmission des factures.....</i>	<i>8</i>
6.4.5.	<i>Paieement des sous-traitants</i>	<i>8</i>
6.4.6.	<i>Délai global de paiement.....</i>	<i>8</i>
6.4.7.	<i>Nantissement ou cession de créance.....</i>	<i>9</i>
7	PENALITES.....	9
7.1.	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE.....	9
7.2.	RETARD IMPUTABLE A L'ONF	10
8	DROIT, LANGUE.....	10
9	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	10
9.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS	10
9.2.	TRAVAIL CLANDESTIN	10
9.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES	10
9.4.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	10
10	DEROGATIONS AUX CONDITIONS GENERALES D'ACHAT.....	11

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Seine-Nord / Agence Territoriale de ROUEN, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 01453 dont le siège est situé Boulevard de Constance à FONTAINEBLEAU.

1.2. Personne en charge de l'exécution et du marché

Les personnes en charge du suivi des marchés sont M. Laurent LEVEQUE ou M. Jean-François CHENY, agissant en vertu de la délégation de signature du 1er juin 2024 accordée par le Directeur de l'Agence territoriale de Rouen, ce dernier lui-même dûment habilité en vertu de la délégation du 1er septembre 2024 accordée par la Directrice Territoriale de la DT Seine-Nord.

1.3. Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif ou technique est :

Renseignements d'ordre juridique ou administratif :

Monsieur Romain DECOURCELLE
Responsable Territorial Achats
Boulevard de Constance
77300 FONTAINEBLEAU
Courriel : romain.decourcelle@onf.fr

Renseignements d'ordre technique :

Monsieur Laurent LEVEQUE
Service Forêt
53 bis rue Maladrerie
CS 51804
76042 ROUEN CEDEX
Téléphone : 06.23.97.71.82
Courriel : laurent.leveque@onf.fr

1.4. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent comptable secondaire du siège de la direction territoriale Seine-Nord –Boulevard de Constance – 77300 FONTAINEBLEAU.

2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de services sylvicoles et plus particulièrement la mise en place des plants et la pose de protections individuelles dans les forêts gérées par l'agence territoriale de Rouen.

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations de services forestiers dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– version F – mai 2022.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

77000000	Services agricoles, sylvicoles, horticoles, d'aquaculture et d'apiculture
77200000	Services sylvicoles
77230000	Services liés à la sylviculture

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes passé dans le respect des articles L.2125-1 alinéa 1 et R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

3.2. Décomposition en lots

La consultation est constituée de 10 lots, chacun donnant lieu à un accord-cadre à bons de commande :

Lots	Lieux d'exécution	Prestations Principales	Quantité minimale de commande	Quantité maximale de commande	Prestations complémentaires	Période de réalisation
1	Forêt indivise d'Eu	Mise en place de plants en racines nues ou en mottes	4 500 plants	13 000 plants	Application de répulsif sur moins de 20% des plants	Novembre 2024 au 28 février 2025
2	Forêt indivise d'Eu	Mise en place de plants en racines nues ou en mottes	15 000 plants	23 000 plants	Application de répulsif sur environ 20% des plants	Novembre 2024 au 28 février 2025
3	Forêts domaniales d'Arques et Eawy	Mise en place de plants en racines nues ou en mottes	6 000 plants	14 000 plants	Protections individuelles CERF ou CHEVREUIL sur 60 à 75 % des plants	Novembre 2024 au 28 février 2025
4	Forêts domaniales d'Arques et Eawy	Mise en place de plants en racines nues ou en mottes	6 000 plants	14 000 plants	Protections individuelles CERF ou CHEVREUIL sur 60 à 75 % des plants	Novembre 2024 au 28 février 2025
5	Forêts domaniales d'Arques et Eawy	Mise en place de plants en racines nues ou en mottes	4 000 plants	10 000 plants	Protections individuelles CERF ou CHEVREUIL sur 60 à 75 % des plants	Novembre 2024 au 28 février 2025
6	Forêt domaniale de Brotonne	Mise en place de plants en racines nues ou en mottes	9 000 plants	21 000 plants	Protections individuelles CHEVREUIL sur environ 17% des plants	Novembre 2024 au 28 février 2025
7	Forêt domaniale du Trait-Maulévrier	Mise en place de plants en racines nues ou en mottes	8 000 plants	16 000 plants	Protections individuelles CHEVREUIL sur environ 50% des plants + Application de répulsif sur environ 40% des plants	Novembre 2024 au 28 février 2025
8	Forêts domaniales de Roumare et Verte	Mise en place de plants en racines nues ou en mottes	8 500 plants	20 000 plants	Protections individuelles CHEVREUIL sur moins de 15% des plants	Novembre 2024 au 28 février 2025
9	Forêt domaniale de Bord-Louviers	Mise en place de plants en racines nues ou en mottes	8 000 plants	17 000 plants	Protections individuelles CHEVREUIL (85%) et CERF (15%) sur 20%	Novembre 2024 au 15 mars 2025

Lots	Lieux d'exécution	Prestations Principales	Quantité minimale de commande	Quantité maximale de commande	Prestations complémentaires	Période de réalisation
					maximum des plants	
10	Forêt domaniale de Montfort	Mise en place de plants en racines nues ou en mottes	25 000 plants	40 000 plants	Protections individuelles CHEVREUIL sur 15 % maximum des plants	Novembre 2024 au 15 mars 2025

3.3. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- une attestation d'assurance responsabilité civile, un relevé d'identité bancaire ou postal et un extrait d'inscription au registre du commerce ou au registre des métiers,
- le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

La déclaration et l'acceptation du sous-traitant se fera dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

3.4. Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et le bordereau des prix unitaires du marché ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF) et les clauses générales d'achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001 – version F – mai 2022 ;
- Les bons de commande ;
- La fiche de renseignements du titulaire ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance.

A noter, les Clauses Générales d'Achat de prestation de services forestiers en forêt domaniale étant réputées connues par les opérateurs économiques, elles ne sont pas matériellement jointes au dossier de consultation. Néanmoins, elles sont disponibles sur le site internet onf.fr/rubrique professionnels.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ

5.1. Passation des commandes

Les commandes de prestations de services sylvicoles sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire.

Aucune prestation ne doit être effectuée sans bons de commande.

Chaque bon de commande indique :

- l'identification des contractants ;
- la référence du présent marché ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation des prestations et leur code ;
- leur quantité prévisionnelle ;
- le montant H.T. prévisionnel des prestations à effectuer ;
- le(s) lieu(x) d'exécution ;
- le(s) délai(s) d'exécution.

Les bons de commande sont adressés par courriel au titulaire, l'accusé de réception servant de point de départ au délai d'exécution des prestations.

Si, dans un délai de 72h heures, à compter de la date d'envoi du bon de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande.

Les bons de commande, signés par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande émis en fin de marché pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des bons de commande sera de 2 mois.

Chacun des chantiers fera l'objet d'un bon de commande (cf. article 3-1 des clauses générales d'achat de prestations de services forestiers).

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

5.1.1. Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

5.1.2. Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'ONF.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande

rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

5.1.3. Résiliation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut en interrompre l'exécution. Elle en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

5.2. Modalités de réception des prestations

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 5 des Clauses Générales d'Achat.

6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

6.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

6.2. Forme et contenu des prix

6.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaire.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités commandées, le prix unitaire figurant au Bordereau des Prix Unitaires.

6.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

6.3. Variation dans les prix

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

6.4. Modalités essentielles de paiement

6.4.1. Avance

Une avance pourra être accordée à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 6.2 des Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers.

6.4.2. Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Le solde du marché sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre du marché, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

6.4.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de consultation : n° 2024-8535-10 ;
- les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx ou en 47xxxx indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation et leur code ;
- la ou les dates de réalisation des prestations ;
- les prix HT, TTC et la TVA ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Contractant » de l'acte d'engagement.

6.4.4. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de l'accord-cadre : n° 2024-8535-10
- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande crée et signé par l'ONF sous format 4500XXXX ou 4700XXX.
- Numéro d'identification :
Le SIRET de la DT de l'ONF : 662 043 116 01453
- Numéro de service exécutant :
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

6.4.5. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du marché joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

6.4.6. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 40 jours maximum.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,

- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

6.4.7. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

7 PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues à l'article 13 des Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale.

- Par dérogation à l'article 13 des Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale, pendant ou à la fin de la réalisation de la prestation, un contrôle sera réalisé, par l'agent ONF responsable du lot, afin de déterminer si cette dernière est conforme aux prescriptions.

Dans le cas contraire, le travail sera repris par le titulaire à ses dépens et fera l'objet d'un nouveau contrôle.

Si l'intervention n'est toujours pas satisfaisante, l'ONF se réserve la possibilité de résilier le marché, s'il est toujours en cours, sans qu'il soit nécessaire d'établir une mise en demeure.

La procédure de résiliation sera mise en œuvre au cours du 2^{ème} contrôle insatisfaisant par l'envoi d'une notification par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans le cas d'un 2^{ème} contrôle insatisfait, pendant ou à la fin de la réalisation, L'entreprise sera réglée de la prestation réalisée avec une pénalité de moins 30% sur le prix unitaire HT prévu au marché.

- Par dérogation à l'article 13-1 des Clauses Générales d'Achat de prestations de service forestiers en forêts domaniales, le montant des pénalités pour non-respect du délai ou de la période d'exécution figurant au descriptif de chaque lot sera égal à 1/50ème du montant total H.T. de la commande par jour de retard, par application de la formule suivante :

$P = V \times R/50$ dans laquelle :

P = Montant de la pénalité

V = Montant de la prestation H.T.

R = Nombre de jours calendaires de retard.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer ces pénalités sans qu'il soit nécessaire d'établir une mise en demeure.

7.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

7.2. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

8 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique. Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française. Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

9 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

9.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

9.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

9.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

9.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr.

Dans la négative, le titulaire s'expose à la résiliation de son contrat après mise en demeure de se conformer restée sans effet.

10 DEROGATIONS AUX CONDITIONS GENERALES D'ACHAT

L'article du présent CCAP	Déroge à l'article... des CGA.
7	13
7	13-1